

LE TOGO DU 1960 JUSQU'À NOS JOURS

Introduction

Quatre ans après le rattachement du Togo britannique à la Gold Coast, devenue l'État indépendant du Ghana en 1957, la République autonome du Togo proclame son indépendance le 27 avril 1960. Plusieurs événements se rapportent à la situation intérieure ou aux enjeux internationaux qui ont eu un impact direct sur la gouvernance du pays. Comment a été l'évolution politique du Togo de 1960 à 2005 et quelle appréciation fait-on de la construction de la nation togolaise ?

I. Évolution politique du Togo de 1960 à 2005

Depuis son indépendance en 1960 au décès du général Gnassingbé Eyadéma, le Togo a connu une histoire politique ponctuée de soubresauts. Aux périodes de calme relatif, succèdent des périodes de troubles. Les acteurs majeurs qui ont animé cette vie politique ont été les présidents des différentes Républiques qui se sont succédé, les partis politiques de la mouvance gouvernementale et de l'opposition, etc.

1. Les présidents du Togo de 1960 à 2005

De 1960 à 2005, le Togo a connu quatre (4) Présidents de la République avec des durées de mandat diverses. Il s'agit successivement de :

- Sylvanus Olympio (1960-1963)
- Nicolas Grunitzky (16 janvier 1963 – 13 janvier 1967)
- Kleber Dadjo (13 janvier 1963 – 14 avril 1967)
- Gnassingbé Eyadéma (14 avril 1967 – 5 février 2005)
- Abass Bonfoh (25 février 2005 – 4 Mai).

La révolte populaire de 1990 au Togo

Causes externes

- La chute du mur de Berlin et l'indépendance des pays de l'Est ont suscité un espoir de démocratisation en Afrique
- Le discours de La Baule du président français Mitterrand, conditionnant l'aide de la France à la démocratisation, a renforcé les aspirations à la démocratie

Causes internes

- Frustration et contestation face à la longévité du président Eyadema au pouvoir
- Accusations de corruption, de clientélisme et de violations des droits humains contre le régime
- Transformation des initiatives industrielles en "éléphants blancs"
- Absence d'une véritable opposition politique face au parti-État

Événements déclencheurs

- Arrestation et procès de deux étudiants (Hilaire Dossouvi Logo et Tino Doglo Agbélenko) pour distribution de tracts
- Ces événements ont exacerbé la contestation du pouvoir du général Eyadéma

En résumé, la révolte populaire de 1990 au Togo a été motivée par des facteurs externes liés à la démocratisation en Europe de l'Est, ainsi que par des causes internes de frustration face à l'autoritarisme du régime Eyadema et à l'absence d'opposition politique.

Voici une réorganisation du texte pour mieux saisir les points essentiels :

Conséquences de la révolte populaire de 1990 au Togo

Principales mesures prises

- Promulgation d'une loi d'amnistie générale pour les crimes et délits politiques, permettant le retour des opposants et exilés politiques
- Adoption d'une charte des partis politiques autorisant la création de nouveaux partis concurrents du RPT (naissance du multipartisme)
- Création de syndicats indépendants
- Autorisation de la création de médias privés
- Restauration de l'hymne national et de la fête de l'Indépendance
- Réhabilitation officielle de la mémoire de Sylvanus Olympio

Tenue de la Conférence Nationale Souveraine (8 juillet - 26 août 1991)

Objectifs de la conférence

- Mettre fin au régime à parti unique
- Parvenir à un consensus sur les réformes pour instaurer une démocratie pluraliste
- Lancer le processus de transition démocratique par des élections libres
- Proposer une nouvelle constitution

Principales décisions

- Élection d'un Premier ministre de transition (Joseph Koffigoh)
- Mise en place du Haut Conseil de la République et du gouvernement de transition
- Rétablissement de l'hymne national
- Suspension de l'ancienne constitution
- Proposition d'une nouvelle constitution adoptée par référendum en septembre 1991

En résumé, la révolte populaire de 1990 a entraîné des changements politiques majeurs au Togo, notamment l'instauration du multipartisme, la tenue d'une Conférence Nationale Souveraine et l'adoption d'une nouvelle constitution.

Voici une réorganisation du texte pour mieux saisir les points essentiels :

Construction de la nation togolaise

Contexte historique

- L'histoire politique du Togo a longtemps été marquée par des divisions et des conflits ouverts entre divers acteurs politiques et civils.
- Pour calmer les esprits et aller vers l'unité nationale, des initiatives ont été prises par les gouvernants et les opposants avec l'aide de la communauté internationale.

Définition des notions de nation et de peuple

Le peuple

Un peuple est un ensemble d'êtres humains vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions et soumis aux mêmes lois.

La nation

La nation est l'ensemble des êtres humains vivant sur un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique.

En résumé, ce passage définit les concepts de peuple et de nation, soulignant que la construction de la nation togolaise a nécessité des efforts pour surmonter les divisions historiques et aller vers l'unité nationale, avec l'implication des acteurs politiques et de la communauté internationale.

Voici une réorganisation du texte pour mieux saisir les points essentiels :

Les problèmes politiques rencontrés au Togo

Chronologie des événements clés

- 1963 : Assassinat du Président Sylvanus Olympio par des militaires démobilisés. Nicolas Grunitzky, soutenu par la France, devient Président mais son pouvoir s'affaiblit.
- 1967 : L'armée renverse le Président Grunitzky sans effusion de sang. Etienne Eyadema accède au pouvoir et dissout les partis politiques, suspendant la Constitution.
- 1969 : Création du parti unique (Parti-État). Etienne Eyadema est élu à sa tête.
- 1979 : Eyadema est élu Président avec 99,97% des voix. Une nouvelle Constitution est adoptée, avec une Assemblée nationale à rôle consultatif.
- 1990 : Le vent du changement démocratique venu de l'Est traverse le Togo.
- 1991 : Ouverture de la Conférence Nationale, instaurant un régime de transition d'un an avec des pouvoirs limités pour le Président Eyadema.
- 1992 : Paralysie institutionnelle, Eyadema récupère certaines prérogatives.
- 1993 : Eyadema annonce la fin de la transition démocratique, provoquant des manifestations.
- 1998 : Élection présidentielle contestée, Eyadema est proclamé élu, l'UE suspend sa coopération.
- 2005 : Décès d'Eyadema, son fils Faure Gnassingbé est élu Président malgré des violences.

En résumé, le Togo a connu une histoire politique tumultueuse marquée par des coups d'État, la suppression du multipartisme, et des tentatives de transition démocratique contrariées.

Voici une réorganisation du texte pour mieux saisir les points essentiels :

Les institutions mises en place pour la réconciliation des Togolais

Les différentes commissions et organes créés

La CVJR (Commission Vérité, Justice et Réconciliation)

- Dirigée par feu Monseigneur Yves Nicodème Anani Barrigah-Benissan
- A travaillé durant 3 ans et a fait 68 recommandations pour l'apaisement du climat politique et la réconciliation des Togolais

Le HCRRUN (Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale)

- Créé sur proposition de la CVJR
- Œuvre à la réparation des torts causés aux victimes lors des périodes de trouble au Togo

La CRRHT (Commission de réflexion pour la réhabilitation de l'Histoire du Togo)

- Créée le 18 octobre 2005
- Recense les faits significatifs, les actes pertinents, les événements importants et les grands hommes
- Vise à constituer une mémoire collective et proposer des solutions d'apaisement et de tolérance

Les accords entre Togolais

En dehors du cadre institutionnel, des accords ont été signés entre Togolais dans le processus d'apaisement, de réconciliation nationale et de recherche de l'unité.

En résumé, le Togo s'est doté de plusieurs instances (CVJR, HCRRUN, CRRHT) pour favoriser la réconciliation nationale, en complément d'accords entre les parties prenantes.

Voici une réorganisation du texte pour mieux saisir les points essentiels :

Le rôle de la communauté internationale dans la crise togolaise

Différentes positions de la communauté internationale

- La France a été accusée de soutenir inconditionnellement le Président Gnassingbé Eyadema.

- Les États-Unis et l'Allemagne ont été accusés de soutenir les thèses de l'opposition.
- Néanmoins, la communauté internationale a joué un rôle décisif dans les différents accords intervenus entre les parties togolaises.

Les principaux accords avec l'implication de la communauté internationale

L'accord de Colmar (1993)

- Fait suite à l'explosion de la violence politique à Lomé en janvier 1993.
- La France, l'Allemagne et les États-Unis ont réuni les délégations du pouvoir et de l'opposition à Colmar, en France.
- L'objectif était de créer une atmosphère apaisée pour rassurer les Togolais et arrêter le phénomène migratoire.
- Mais les discussions ont abouti à un dialogue de sourds, ce qui a amené la France à rompre sa coopération avec le Togo.

Les accords de Ouagadougou (1993)

- Face aux désaccords sur les élections de juin 1993, la CEE et la France ont rompu leurs relations avec le Togo.
- Sous pression, le pouvoir et l'opposition se sont retrouvés pour de nouvelles négociations, initiées par l'Allemagne, la France et les États-Unis.
- Ces négociations, en trois phases, ont abouti à la signature de l'accord de Ouagadougou le 12 juillet 1993, avec la mise en place d'un comité de suivi.

L'accord-cadre de Lomé (1998)

- Après les élections présidentielles de 1998, des manifestants ont dénoncé les résultats.
- Le Président Eyadema a alors convié les forces politiques à une réunion pour définir les modalités d'un dialogue national pour sortir le pays de la crise.

En résumé, la communauté internationale a joué un rôle important, bien que controversé, dans les différents accords visant à résoudre la crise politique au Togo.

Voici une réorganisation du texte pour mieux saisir les points essentiels :

Les défis de l'édification de la nation togolaise

Contexte général

- La situation socio-politique au Togo interpelle tous les citoyens pour l'édification de la nation.
- Malgré les divergences politiques, il est important que chaque acteur soit motivé par la recherche de la paix, de la réconciliation et de l'unité nationale.
- La nation togolaise est toujours en construction et fait appel à l'engagement de tous les citoyens.

Principaux défis identifiés

Renforcer l'unité nationale

Organiser des élections consensuelles pour éviter les violences

Faciliter un dialogue politique inclusif et sincère

Faciliter une démarche de réconciliation nationale, inclusive et populaire

Former les militants/adhérents des partis politiques à la citoyenneté responsable et à la non-violence

Assurer une répartition équitable des richesses

Lutter efficacement contre la corruption, le népotisme et le favoritisme

Lutter contre le chômage et la pauvreté

En résumé, le Togo fait face à des défis majeurs pour l'édification de la nation, notamment en termes d'unité nationale, de processus électoraux, de dialogue politique et de réconciliation, de bonne gouvernance et de développement économique et social.

Conclusion

La vie politique du Togo indépendant a connu deux périodes fortement contrastées et d'inégale durée, la première marquée par les tentatives infructueuses du pouvoir civil pour asseoir la jeune démocratie, la seconde étant celle du pouvoir militaire incarné par Étienne Gnassingbé Eyadéma.